PARTIE OFFICIELLE

- DECRETS ET ARRETES -

A - TEXTE DE PORTEE GENERALE

PREMIER MINISTRE

Arrêté n° 1212 du 16 mai 2025 portant composition et fonctionnement des sous-commissions de la commission interministérielle chargée de l'immatriculation des propriétés immobilières de l'Etat

Le Premier ministre, chef du Gouvernement,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 27-81 du 27 août 1981 portant institution, organisation et fonctionnement du cadastre national ;

Vu la loi n° 0017/2000 du 30 décembre 2000 portant régime de la propriété foncière ;

Vu la loi n° 9-2004 du 26 mars 2004 portant code du domaine de l'Etat ;

Vu la loi n° 10-2004 du 26 mars 2004 fixant les principes généraux applicables aux régimes domaniaux et fonciers ;

Vu la loi n° 24-2008 du 22 septembre 2008 portant régime foncier en milieu urbain ;

Vu la loi n° 25-2008 du 22 septembre 2008 portant régime foncier agrofoncier ;

Vu la loi n° 21-2018 du 13 juin 2018 fixant les règles d'occupation et d'acquisition des terres et terrains ;

Vu la loi n° 52-2020 du 29 septembre 2020 portant institution du cadastre national ;

Vu la loi n° 26-2022 du 25 mai 2022 fixant les règles d'immatriculation de la propriété immobilière ;

Vu le décret n° 2005-552 du 7 novembre 2005 fixant les modalités d'attribution des biens immobiliers du domaine privé de l'Etat ;

Vu le décret n° 2006-257 du 28 juin 2006 fixant à titre exceptionnel les modalités de transformation des titres précaires de propriétés en titre foncier ;

Vu le décret n° 2017-492 du 27 décembre 2017 portant structuration et attributions du cabinet du Premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2019-290 du 10 octobre 2019 portant composition, attributions et fonctionnement du guichet unique ;

Vu le décret n° 2021-300 du 12 mai 2021 portant nomination du Premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2021-378 du 29 juillet 2021 portant cadre d'organisation du cabinet du Premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2021-671 du 31 décembre 2021 fixant les modalités d'occupation des biens immobiliers du domaine public de l'Etat ;

Vu le décret n° 2024-2693 du 14 novembre 2024 portant création, attributions et organisation de la commission interministérielle chargée de l'immatriculation des propriétés immobilières de l'Etat,

Arrête :

Chapitre I : Disposition générale

Article premier : Le présent arrêté fixe, en application de l'article 10 du décret n° 2024-2693 du 14 novembre 2024 susvisé, la composition et le fonctionnement des sous-commissions de la commission interministérielle chargée de l'immatriculation des propriétés immobilières de l'Etat.

Chapitre II : De la composition

Article 2 : Les sous-commissions sont composées ainsi qu'il suit :

I- Sous-commission identification, recensement, réalisation des travaux d'arpentage et création du fichier unique :

- président : le directeur général des affaires foncières, du cadastre et de la topographie ;
- vice-président : le directeur de la topographie et de la photogrammétrie à la direction générale des affaires foncières, du cadastre et de la topographie ;
- coordonnateur technique : le directeur du cadastre ;
- rapporteur : le chef de service du patrimoine immobilier et de l'équipement à la direction centrale des logements et bâtiments administratifs (DCLBA).

membres :

- le secrétaire général adjoint, chef de département des services généraux au ministère des affaires étrangères, de la francophonie et des Congolais de l'étranger ;
- le conseiller du secrétaire général de la Primature, chargé du patrimoine ;
- le directeur des études et de la planification au ministère de l'intérieur et de la décentralisation ;
- le directeur des infrastructures au ministère de la santé et de la population ;
- le directeur du contrôle et de la protection des domaines à la direction générale du domaine de l'Etat ;
- le directeur des affaires foncières à la direction générale des affaires foncières, du cadastre et de la topographie ;
- le directeur de la géomatique à la direction générale des affaires foncières, du cadastre et de la topographie ;
- le directeur de l'administration, de l'équipement et du patrimoine du ministère de l'enseignement supérieur ;
- le directeur du patrimoine et de l'équipement du ministère de la recherche scientifique et de l'innovation technologique ;
- le chef de service des travaux et aménagement à la DCLBA ;
- le chef de service des études des travaux cadastraux et des implantations à la direction

générale du bureau d'études et de contrôle des travaux cadastraux ;

- le chef de section des contrats de bail et immeubles professionnels à la DCLBA ;
- le chef de section domaine et topographie au ministère de la défense nationale.

II- Sous-commission détermination de la valeur vénale

- président : le directeur général de la construction ;
- vice-président : le directeur de l'habitat et du logement à la direction générale du développement urbain, de l'habitat et de l'architecture ;
- coordonnateur technique : le directeur de la construction à la direction générale de la construction ;
- rapporteur : le directeur de l'architecture à la direction générale du développement urbain, de l'habitat et de l'architecture.

membres :

- le chef de service de la fiscalité domaniale à la direction de l'enregistrement, de la fiscalité foncière et domaniale ;
- le chef de service de l'économie, de l'aménagement et des politiques foncières à la direction générale du développement urbain, de l'habitat et de l'architecture ;
- le chef de service des monuments historiques et des ouvrages et sites classés à la direction générale du développement urbain, de l'habitat et de l'architecture ;
- l'attaché du secrétaire général adjoint de la Primature ;
- l'attaché du conseiller chef de département urbanisme, habitat et affaires foncières du Premier ministre, chef du Gouvernement ;
- le chef de section des logements et hôtels de fonction de la DCLBA.

III- Sous-commission établissement des titres fonciers

- président : le directeur général des impôts et des domaines ;
- vice-président : le directeur général du domaine de l'Etat ;
- coordonnateur technique : le directeur de l'enregistrement, de la fiscalité foncière et domaniale à la direction générale des impôts et des domaines ;
- rapporteur : le conseiller administratif et juridique du secrétaire général de la Primature.

membres :

- le représentant de la direction générale du bureau d'études et de contrôle des travaux cadastraux au ministère des affaires foncières et du domaine public ;
- le conseiller administratif et juridique du ministre de l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'alphabétisation ;

- le chef de section des études et contrôle à la DCLBA ;
- l'attaché du conseiller chef de département urbanisme, habitat et affaires foncières du Premier ministre, chef du Gouvernement ;
- le chef de service de la fiscalité domaniale à la direction de l'enregistrement de la fiscalité foncière et domaniale ;
- le chef de service de la conservation foncière à la direction de l'enregistrement de la fiscalité foncière et domaniale ;
- le chef de service administration et protection des domaines à la direction générale du domaine de l'Etat.

IV - Sous-commission bilan d'ouverture

- président : le directeur général des comptes publics et du patrimoine au ministère des finances, du budget et du portefeuille public ;
- vice-président : le directeur de la reddition des comptes publics à la direction générale des comptes publics et du patrimoine ;
- coordonnateur technique : le directeur de la centralisation comptable à la direction générale des comptes publics et du patrimoine ;
- rapporteur : le responsable de la cellule de passation des marchés au secrétariat général de la Primature.

membres :

- le représentant de l'inspection générale d'Etat ;
- le chef de service des ressources humaines à la direction générale du portefeuille public ;
- le chef de service comptable et financier à la DCLBA ;
- le chef de service comptes de l'Etat à la direction générale des comptes publics et du patrimoine ;
- le chef de service comptes des collectivités locales, des établissements publics administratifs et des projets d'investissements publics à la direction générale des comptes publics et du patrimoine.

V - Sous-commission secrétariat

- président : le chef de cabinet du secrétaire général de la Primature ;
- vice-président : le conseiller, responsable de la logistique et de l'intendance au secrétariat général de la Primature ;
- rapporteur : l'attaché administratif du secrétaire général de la Primature.

membres :

- le conseiller à la communication au ministère des affaires foncières et du domaine public, chargé des relations avec le Parlement ;
- le chef de service informatique à la direction générale des comptes publics et du patrimoine du ministère des finances, du budget et du portefeuille public ;

- les rapporteurs des sous-commissions ;
- l'attaché juridique au secrétariat général de la Primature ;
- les assistants au secrétariat général de la Primature.

Chapitre III : Du fonctionnement

Article 3 : Les sous-commissions sont chargées d'exécuter les activités de la commission sous la supervision du comité technique.

Elles peuvent, en cas de besoin, recourir à des personnes ressources pour la réalisation de leurs missions.

Article 4 : Les sous-commissions se réunissent, en tant que de besoin, à la demande du Président du comité technique ou de leurs présidents respectifs. Les travaux de chaque sous-commission sont sanctionnés par un rapport signé par son président et son rapporteur.

Chapitre IV : Dispositions diverses et finales

Article 5 : Les frais de fonctionnement des sous-commissions sont à la charge du budget de la commission.

Article 6 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 16 mai 2025

Anatole Collinet MAKOSSO

B – TEXTES PARTICULIERS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Actes en abrégé

NOMINATION

Décret n° 2025-165 du 6 mai 2025.

M. **PAKA (Alexandre Honoré)** est nommé, avec rang et prérogatives de ministre, représentant personnel du Président de la République, pour les départements du Kouilou et de Pointe-Noire.

M. **PAKA (Alexandre Honoré)** percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions de M. **PAKA (Alexandre Honoré)**.

Décret n° 2025-166 du 6 mai 2025.

M. **ASSAH (Hervé)** est nommé conseiller spécial du Président de la République, chef de département de l'économie, des finances, du plan et de l'intégration.

M. **ASSAH (Hervé)** percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions de M. **ASSAH (Hervé)**.

NOMINATION DANS LES ORDRES NATIONAUX

Décret n° 2025-182 du 20 mai 2025.

Sont nommés, à titre exceptionnel, dans l'ordre du mérite congolais :

Au grade d'officier :

- Général de corps d'armée **COLCOMBET (Régis)**
- Colonel **AGAZZINI (Yannick)**

Au grade de chevalier :

Capitaines :

- **NOUETTE (Patrick)**
- **ANDRE (David)**

Les droits de chancellerie prévus par les textes en vigueur ne sont pas applicables.

MINISTERE DU COMMERCE, DES APPROVISIONNEMENTS ET DE LA CONSOMMATION

DISPENSE DE L'OBLIGATION D'APPORT (RENOUVELLEMENT)

Arrêté n° 1176 du 15 mai 2025 portant renouvellement de la dispense de l'obligation d'apport de la succursale Fast Ships Ltd à une société de droit congolais

Le ministre d'Etat, ministre du commerce, des approvisionnements et de la consommation,

Vu la Constitution ;

Vu l'acte uniforme révisé du 30 janvier 2014 de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique ;

Vu la loi n° 19-2005 du 24 novembre 2005 règlementant l'exercice de la profession de commerçant en République du Congo ;

Vu le décret n° 2021-300 du 12 mai 2021 portant nomination du Premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2021-327 du 6 juillet 2021 relatif aux attributions du ministre du commerce, des approvisionnements et de la consommation ;

Vu le décret n° 2025-1 du 10 janvier 2025 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 8212/MCAC-CAB du 26 juin 2023 portant dispense de l'obligation d'apport de la succursale Fast Ships Ltd à une société de droit congolais,

Arrête :

Article premier : La dispense de l'obligation d'apport à une société de droit congolais, accordée à la succursale Fast Ships Ltd par arrêté n° 8212/MCAC-CAB du 26 juin 2023 susvisé, est renouvelée pour une